VI. Gesetzgebung und Rechtsprechung

1. Gesetzgebung

Im Jahr 2015 hat der Bundesrat beschlossen, eine Aufhebung der Risikoaktivitätengesetzgebung zu beantragen, dies im Rahmen von Sparmassnahmen des Bundes (Stabilisierungsprogramm 2017–2019). Daraufhin sprach sich das Parlament auf Antrag der beteiligten Parteien, insbesondere des Schneesportlehrerverbands Swiss Snowsports und des Bergführerverbands, gegen die Aufhebung dieser Regelung aus. Im Jahr 2017 wurde daher beschlossen, an dieser Regelung festzuhalten. Allerdings soll sie im Sinne einer besseren Praktikabilität überarbeitet werden.

2. Rechtsprechung

2.1 Arrêt de la Cour de droit pénal du Tribunal fédéral du 28 novembre 2017 (6B_403.2016)

Entrave à la circulation publique (art. 237 chi. 2 CP)

2.1.1 Sachverhalt

Le 27 décembre 2009, X._____, son ami Z._____ et le cousin de celui-ci, Y._____, se sont rendus sur le domaine skiable de B._____. Arrivés au sommet du télésiège « C._____ - D._____ », ils ont quitté le domaine skiable sécurisé et ont emprunté, à plus de 2400 mètres d'altitude, la pente - d'une déclivité de quelque 30 degrés - surplombant la piste dite d' « E._____ », pente recouverte d'une vingtaine de centimètres de neige poudreuse. Alors que les trois skieurs progressaient, à l'horizontal, dans la pente en question, une avalanche s'est déclenchée et est descendue jusque sur la piste balisée dite d' « E._____ » en contrebas, qui avait été ouverte au public par A._____. L'avalanche a emporté deux personnes qui skiaient sur la piste. Celles-ci ont pu être dégagées et n'ont souffert que de contusions. Entre les 20 et 23 décembre 2009, d'importantes quantités de neige sont tombées sur la région de B._____. Tout au long du week-end des 26/27 décembre 2009, les médias romands ont attiré l'attention des skieurs sur le risque marqué d'avalanche et leur ont conseillé de ne pas s'aventurer hors piste en raison de l'instabilité du manteau neigeux.

Compte tenu du degré de danger d'avalanche fixé au « niveau 3 », A._____ SA a mis en place des signaux d'information sur le risque d'avalanche comportant l'indication « 3 marqué » au départ et à l'arrivée de la télécabine « B._____ - J._____ », ainsi qu'au départ du télésiège « C._____ - D._____» et celui « H._____ - D._____ ». Un « feu tournant orange » se trouvait également à l'arrivée de la télécabine. Un panneau sur lequel était inscrit en trois couleurs « Danger d'avalanche ne quittez pas les pistes balisées » était par ailleurs placé « à D._____ », à la sortie des deux télésièges arrivant à cet endroit où, en outre, un patrouilleur était présent (entre 9h45 et 11h15) pour rendre attentifs au danger d'avalanche les

skieurs « susceptibles de sortir des pistes ». Ce même patrouilleur avait de surcroît placé des « piquets jaunes et noirs avec une corde » destinés à empêcher les skieurs de descendre la pente sous le télésiège de C._____, ainsi que deux banderoles mobiles « Danger d'avalanche » espacées de 20 mètres. En revanche, aucun barrage n'avait été placé au début de la piste E._____ par la F._____ afin d'empêcher les adeptes des sports de neige d'emprunter les pentes situées à gauche au-dessus de la piste du point de vue orographique.

A._____ SA a réalisé des minages en particulier dans la « F._____ » les 23, 25 et 26 décembre 2009. Ils ont eu pour effet de déclencher des avalanches - certaines de dimension moyenne, voire importante - le 23 décembre et le 26 décembre, étant précisé que les trois minages réalisés ce dernier jour dans la partie la plus raide du secteur - dont l'un en particulier effectué en bordure du tracé de l'avalanche survenue le lendemain 27 décembre - se sont révélés « négatifs », à savoir qu'ils n'ont pas provoqué de coulée de neige. La piste dite « E._____ » qui se poursuit notamment par celle dite « H._____ » n'a été ouverte aux skieurs, pour la première fois de la saison, qu'à partir du 26 décembre vers 11h, à savoir après les minages réalisés, ce jour-là, en début de matinée. Aucun minage n'a été effectué le 27 décembre par A._____ SA, dont les responsables de la sécurité ont estimé que les conditions météorologiques ne l'imposaient pas, dans la mesure où aucune neige fraîche n'était tombée dans la matinée.

2.1.2 Begründung

Selon l'art. 237 CP, est punissable d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement, aura empêché, troublé ou mis en danger la circulation publique, notamment la circulation sur la voie publique, par eau ou dans les airs, et aura par là sciemment mis en danger la vie ou l'intégrité corporelle des personnes (ch. 1 al. 1). Le juge pourra prononcer une peine privative de liberté de un à dix ans si le délinquant a sciemment mis en danger la vie ou l'intégrité corporelle d'un grand nombre de personnes (ch. 1 al. 2). La peine sera une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire si le délinquant a agi par négligence (ch. 2).

Il est admis que les pistes de ski font partie de la circulation publique terrestre et que l'art. 237 CP est ainsi susceptible de s'appliquer. Une condamnation pour entrave à la circulation publique par négligence présuppose que l'auteur a causé le résultat par une violation de son devoir de prudence. Un comportement viole le devoir de prudence lorsque l'auteur, au moment des faits, aurait pu et dû, compte tenu de ses connaissances et de ses capacités, se rendre compte qu'il mettait en danger des biens juridiquement protégés de la victime et qu'il excédait les limites du risque admissible. Lorsqu'il existe des prescriptions spéciales commandant un comportement déterminé, il faudra en tenir compte en premier lieu pour déterminer les devoirs imposés par la prudence.

En matière de prévisibilité d'avalanches, la jurisprudence se réfère avant tout au bulletin des avalanches et au guide d'interprétation de l'Institut ENA. Les bulletins d'avalanches qui ne prennent pas en compte les données locales ne suffisent toutefois pas toujours pour apprécier le caractère prévisible des mouvements de neige à l'endroit où s'est produit l'accident. C'est ainsi qu'il faut aussi examiner les circonstances locales. Le 27 décembre 2009, les différents bulletins d'avalanches, nationaux et régionaux, mentionnaient un degré de

danger d'avalanche de niveau « 3 marqué » depuis plusieurs jours déjà (bulletins MétéoSuisse des 26 et 27 décembre 2009, bulletins d'avalanches nationaux n° 43 et 44, bulletins régionaux n° 23 et 24). Ils exhortaient les skieurs à faire preuve d'une grande prudence, voire de retenue, tout en relevant que de l'expérience et de bonnes connaissances étaient requises pour apprécier, sur le terrain, le danger d'avalanche. En outre, les médias romands avaient attiré l'attention des skieurs sur le risque marqué d'avalanche et leur conseillaient de ne pas s'aventurer en dehors des pistes en raison de l'instabilité du manteau neigeux.

Les directives de la SKUS indiquent qu'à partir d'un danger d'avalanche 3 marqué, il convient de rester sur les descentes balisées et ouvertes.

X, Y et Z ne pouvaient pas se retrancher derrière les minages au motif que ceux-ci avaient sécurisé la piste, mais ils devaient respecter la signalisation de prudence. En effet, les différents bulletins d'avalanche relatifs au 27 décembre 2009 indiquaient un danger 3. Le secteur en question, qui était connu pour être exposé aux avalanches, était particulièrement à risque au regard de ces bulletins d'avalanches, puisqu'il se trouvait à plus de 2400 mètres d'altitude, sous une crête et que la déclivité de la pente était de quelque 30 degrés. En outre, à B._____, où une avalanche s'était déjà écoulée la veille, les responsables de la sécurité avaient mis en place une signalisation mettant en garde les skieurs hors piste et, plus particulièrement, à proximité du lieu de l'accident; ils avaient même affecté un patrouilleur en haut du télésiège de D._____ pour rendre attentifs les skieurs du danger d'avalanches. Dans ces conditions, la prudence commandait de ne pas emprunter la pente surplombant la piste dite d' « E._____ » ou, du moins, de se renseigner auprès des personnes responsables de la sécurité ou des professionnels de la montagne.

Sans être des professionnels de la montagne ni des adeptes du ski hors piste particulièrement expérimentés en matière d'évaluation du danger d'avalanche sur le terrain, X, Y et Z avaient acquis, quelques connaissances, essentiellement théoriques, en la matière. Z._____ avait suivi des cours en matière d'évaluation du danger d'avalanches et était capable de retirer les informations principales d'un bulletin d'avalanche. Il avait consulté les prévisions en matière d'avalanches et était passé avec X et Y à côté de plusieurs panneaux et banderoles qui mettaient les skieurs en garde contre ce même danger. X._____ possédait aussi certaines connaissances théoriques en matière de ski de randonnée et de dangers d'avalanches, et elle connaissait le danger d'avalanche le jour en question (notamment pour être passée devant les banderoles et les panneaux mettant en garde contre le danger d'avalanches). Enfin, Y._____ avait pratiqué du ski hors piste à une quinzaine de reprises, sans posséder une grande expérience en matière de danger d'avalanche. Il avait eu connaissance le jour même que, la veille, une avalanche avait enseveli deux skieurs pratiquant le hors piste aux abords immédiats du domaine skiable. Compte tenu de leur expérience et des informations tirées des bulletins d'avalanche et de la signalisation mise en place, X, Y et Z auraient dû s'abstenir de s'engager dans la traversée de la pente surplombant la piste dite « E._____ ». En ne tenant pas compte des avertissements de danger, ils ont fautivement violé leur devoir de prudence.

X, Y et Z ont, par leur comportement imprévoyant, provoqué l'avalanche, que ce soit par l'effet de leur poids ou parce qu'ils ont appuyé les autres dans leur résolution de quitter la piste balisée. Il existe donc bien un lien de causalité naturelle et adéquate entre le comportement de l'intimé Z._____ et l'avalanche.

Il faut enfin retenir que la survenance du résultat dommageable était évitable. Si X, Y et Z avaient respecté les mises en gardes et les signalisations mises en place, ils n'auraient pas emprunté la pente surplombant la piste dite d' « E._____ » et aucune avalanche ne serait descendue sur ladite piste.

Au vu de ce qui précède, X, Y et Z se sont rendus coupables d'entrave à la circulation publique par négligence (art. 237 ch. 2 CP). Il convient donc d'admettre le recours, d'annuler le jugement attaqué et de renvoyer la cause à la cour cantonale pour qu'elle rende une nouvelle décision dans le sens des considérants.

2.2 Einstellungsverfügung vom 7. April 2017 der Staatsanwaltschaft Graubünden

2.2.1 Sachverhalt

Am 22. März 2016 ereignete sich auf der Schlittelbahn in A in einer Linkskurve ein Schlittelunfall. Kurz vor der Unfallstelle beträgt das Gefälle der Schlittelbahn ca. 23 % bei einer durchschnittlichen Bahnbreite von 3 Metern. Die Linkskurve hat einen Winkel von 110°. Auf der Aussenseite der Kurve befindet sich Waldgebiet, wobei die sich in unmittelbarer Nähe zur Schlittelbahn befindlichen Bäume mit Polster versehen und orange signalisiert sind. Das Unfallopfer, Frau X, war allein mit einem Mietschlitten unterwegs und sie bezeichnete sich selbst als geübte Rodlerin. Die Linkskurve war mit einer grossen zweimastigen Flagge (schwarzer Pfeil auf orangem Hintergrund) signalisiert und wurde vom Unfallopfer gemäss eigenen Angaben auch erkannt. Sie trug jedoch am Unfalltag halbhohe Schuhe mit einem sehr glatten, wenig ausgeprägten Sohlenprofil, was dazu führte, dass sie nicht imstande war, die Geschwindigkeit zu reduzieren. Anstatt um die Kurve zu fahren, entschied sie sich, in einen kleinen Schneehaufen zu fahren, in der Annahme, dass sie dadurch gebremst würde. Der Schneehaufen wurde jedoch nicht bewusst für Bremszwecke aufgeschichtet, sondern war sozusagen ein Nebenprodukt der Präparation der Schlittelbahn, welche mittels Maschinen erfolgt, die den gepressten Schnee vor sich herschieben. So fuhr X gemäss eigenen Angaben über den Schneehaufen, hob in der Folge samt Schlitten ab und stürzte mehrere Meter in den Wald hinunter. Durch den Sturz zog sie sich schwere Rückenverletzungen zu (Paraplegie).

Die Staatsanwaltschaft Graubünden hat ein Strafverfahren eröffnet und dieses in der Folge eingestellt.

2.2.2 Begründung

Gemäss den Richtlinien der SKUS werden Schlittelwege markiert, signalisiert und vor alpinen Gefahren gesichert. Die Benützer müssen mit den beim Schlitteln typischerweise entstehenden Wellen und Buckeln rechnen (SKUS-Richtlinien Ziff. 50). Schlittelwege sind vor atypischen Gefahren zu sichern. Atypisch sind Gefahren, die die Benutzer bei Anwendung der gebotenen Sorgfalt nicht zu erkennen vermögen (SKUS-Richtlinien Ziff. 51).

Die Unfallstelle hatte nichts Fallenartiges oder Unvorhersehbares an sich. Das vom Unfallopfer gewählte Fahrverhalten – sowohl bezüglich Geschwindigkeit wie auch betreffend Richtung – führte schliesslich zum Unfall.

Der Schlitten wurde einer Materialprüfung unterzogen. Es handelte sich um einen Mietschlitten aus Holz, die Sitzfläche besteht aus einem Stoffgeflecht und die Kufen sind aus Metall. Ein technischer Defekt des Schlittens als Unfallursache war nicht erkennbar.

2.3 Einstellungsverfügung vom 10. April 2017 der Staatsanwaltschaft Graubünden

2.3.1 Sachverhalt

Am 13. März 2016 befand sich X auf einer roten Piste im Skigebiet A. Die Sicht war infolge Nebels eingeschränkt. Die Piste war gut präpariert. Vor dem sogenannten B-Tobel weist die Abfahrt nach einem breiten Pistenabschnitt eine ca. 35 Meter breite Kuppe auf. Nach der Kuppe führt die Piste mit einem Gefälle von 30–35 % in einen leicht nach links verlaufenden Engpass in das sogenannte B-Tobel hinein. Vor der Kuppe war die Piste korrekt beidseitig mit Pfosten markiert, welche mit roter Tagesleuchtfarbe beschichtet sind. Zudem waren diese Pfosten mit viereckigen roten Tafeln versehen. Auf den Tafeln wurde mit Richtungspfeilen auf den Pistenverlauf hingewiesen. Zusätzlich wurde beidseits der Piste mit dem Gefahrensignal auf den Engpass hingewiesen. Im Bereich der Kuppe wurde die Einfahrt in den Engpass beidseitig mit Seilwimpeln – in Kombination mit gelbschwarz markierten Stangen – gekennzeichnet und gesichert. Schliesslich war ca. 40 Meter vor der Kuppe in der Mitte der Piste ein ca. 2 Meter breites Banner in roter Tagesleuchtfarbe mit dem Gefahrensignal «Allgemeine Gefahr» sowie der Aufschrift «LANGSAM» angebracht. X fuhr am besagten Tag auf dieser Piste, welche er am gleichen Tag bereits drei Mal befahren hatte, talwärts, als er kurz vor der Unfallstelle einen Fahrfehler beging. Obschon er vor dem B-Tobel trotz des Nebels die Pistenmarkierungen wahrgenommen hatte, geriet er im Bereich der Kuppe über den rechten Pistenrand hinaus und fuhr einen nicht präparierten Abhang in Richtung B-Tobel hinunter. Nach ca. 35 Metern stürzte er in der Talsohle des B-Tobels und blieb im Gegenhang verletzt liegen. Durch den Sturz zog er sich eine Rippenserien- sowie eine Halswirbelkörperfraktur zu, welche eine Querschnittlähmung zur Folge hatte. X verzichtete auf die Stellung einer Straf- und Zivilklage. Da es sich um schwere Körperverletzung gemäss Art. 125 Abs. 2 StGB handelt, wurde von Amtes wegen ein Verfahren eröffnet und in der Folge eingestellt.

2.3.2 Begründung

X kam ohne Einwirkung anderer Schneesportler zu Fall. Gemäss den einschlägigen SKUS-Richtlinien sind auf Pisten alle Hindernisse, welche die Benützer bei Anwendung der gebotenen Sorgfalt nicht zu erkennen vermögen, zu beseitigen oder zu signalisieren, wenn sie nicht weggeräumt werden können (Ziff. 28), und die Benützer müssen mit natürlichen Hindernissen auf Abfahrtsrouten rechnen (Ziff. 29 Abs. 2). Schliesslich sollen Signale nur dort aufgestellt werden, wo eine Gefahr für die Benützer nicht rechtzeitig

erkennbar ist. (Ziff. 30). Der Unfallort befand sich im Bereich eines natürlichen Hindernisses, nämlich der Talsohle im oberen Bereich des B-Tobels.

Eine Kollision mit Bauwerken oder festen Objekten fand nicht statt. Der Unfallort befindet sich neben und nicht auf der Piste. Die Piste geht nach der Kuppe zwar in einen leicht nach links verlaufenden Engpass über, der Pistenverlauf war für einen durchschnittlich aufmerksamen Schneesportler trotzdem verlässlich erkennbar. Selbst bei Nebel waren die Pistenmarkierungsstangen erkennbar. Nach den Seilwimpeln wurde an einer roten Markierungsstange ein Richtungspfeil nach links angebracht, welcher auf den Pistenverlauf hinweist. Aufgrund der Topographie und der guten Erkennbarkeit war eine Abschrankung nicht notwendig.

Eine für den Unfall kausale Unterlassung der Pistenverantwortlichen konnte nicht festgestellt werden.

2.4 Einstellungsverfügung vom 2. Mai 2017 der Staatsanwaltschaft Graubünden

2.4.1 Sachverhalt

Am 15. Dezember 2016 um ca. 13.30 Uhr fuhr X bei guten Sicht-, Witterungs- und Pistenverhältnissen mit seinem Snowboard im Snowpark A auf einer Freestyle-Piste. Nach einem Sprung über einen Kicker stürzte X schwer. Er selber konnte zum Unfallhergang keine Angaben machen. Y, welche zur Unfallzeit mit einem Lift westlich von der Unfallstelle bergwärts fuhr, sah, wie X nach dem Sprung in der Luft mit den Armen ruderte und dann hinter der Kuppe verschwand. X zog sich eine Hirnblutung, einen Aortariss, einen Wirbelbruch sowie eine Lungen- und Herzprellung zu und musste mit der Rega ins Kantonsspital Chur geflogen werden.

Die Staatsanwaltschaft Graubünden hat das von Amtes wegen eröffnete Strafverfahren mit Verfügung vom 2. Mai 2017 eingestellt.

2.4.2 Begründung

Infolge Schneemangels verfügte der Snowpark A mit der Freestyle-Piste nur über zwei Sprungschanzen. Die Zufahrt zum Snowpark war mit der offiziellen Signalisationstafel gekennzeichnet. Die Zone des Snowparks war so gesichert, dass Skifahrer und Snowboarder die Signalisation bei der Einfahrt in den Snowpark erkennen konnten. Die dem Betreiber obliegende Verkehrssicherungspflicht wird beschränkt durch die Selbstverantwortung des einzelnen Pistenbenützers. Gefahren, die dem Schneesport inhärent sind, soll derjenige tragen, der sich zur Ausübung des Schneesports entschliesst. Das Fehlverhalten eines Pistenbenützers ist dann der Selbstverantwortung zuzurechnen, wenn dieser in Verkennung seines Könnens und in Verkennung der vorgegebenen Pisten- und Wetterverhältnisse oder in Missachtung von Signalisationen fährt, stürzt und dabei verunfallt. Gemäss Ziff. 48e und Ziff. 48f der SKUS-Richtlinien gelten auch für die Benützung von Sonderanlagen wie überall auf den markierten Abfahrten der Grundsatz der Eigenverantwortlichkeit sowie die zehn FIS-Regeln und die SKUS-Richtlinien.

2.5 Einstellungsverfügung vom 29. Mai 2017 der Staatsanwaltschaft Graubünden

2.5.1 Sachverhalt

X begab sich am 18. Februar 2017 mit vier Bekannten ins örtliche Skigebiet in A. Da er wegen eines Sturzes am Vortag Rückenbeschwerden verspürte, suchte er um ca. 10.30 Uhr ein Restaurant auf und trank dort bis gegen 18.30 Uhr diverse alkoholische Getränke. Im Verlauf des Nachmittags/Abends boten die Restaurantbetreiber ihren Gästen mittels Lautsprecherdurchsagen wiederholt Pistenfahrzeugtransporte für die Heimfahrt an. X machte hiervon jedoch keinen Gebrauch. Gegen 18.30 Uhr fuhr er selbstständig und alleine auf den Skiern in Richtung A. Unabhängig davon machten sich etwas später die Gruppenmitglieder Y und Z ebenso auf die Heimfahrt. Als sie auf X stiessen, stellten sie dessen offensichtliche Angetrunkenheit fest. Sie begleiteten ihren Bekannten daher bei der weiteren Abfahrt, wobei dieser vorerst selbstständig fahren konnte, in einem steileren Streckenabschnitt jedoch mehrfach stürzte. Y schnallte daher sein Snowboard ab und ging zu Fuss neben X her, während Z die Strecke ausleuchtete. Nach einem steileren Abschnitt fuhr X wieder teilweise selbstständig. Als man bemerkte, dass man die Abzweigung Richtung Dorf verpasst hatte, kam man überein, im nicht steilen Gelände auf die richtige Piste zu wechseln. Y ging zu Fuss neben X her, als er mit dem linken Bein im weichen Schnee plötzlich einsackte. Dadurch konnte er X nicht weiter halten. Dieser fuhr in der Folge vorerst langsam und selbstständig in Richtung Piste. Im Bereich einer Senke wurde er jedoch zunehmend schneller und prallte schliesslich in das Gegenbord. Y hatte erfolglos versucht, X abseits der Piste im weichen Schnee nachzurennen. Trotz sofort eingeleiteter Rettung konnte der ausgerückte Notarzt nur noch den Tod des Mannes feststellen (Genickbruch). Aufgrund von vorausgegangenen Operationen war die Halswirbelsäule nicht mehr genügend flexibel, um die rasche Bewegung beim Sturz abzufangen. Die Blutalkoholbestimmung ergab für den Todeszeitpunkt einen Wert von 2,03 Gewichtspromille.

2.5.2 Begründung

Der Tod eines Menschen kann fahrlässig auch durch ein Unterlassen verursacht werden, dann nämlich, wenn dem möglichen Täter eine sogenannte Garantenstellung zukommt bzw. er pflichtwidrig untätig bleibt. Y und Z wussten nicht, dass X derart alkoholisiert war und die Abfahrt selbstständig in Angriff neben würde. Alleine der Umstand, dass sie ihrem Bekannten bei der weiteren Abfahrt behilflich waren, vermag keine Garantenstellung zu begründen. Zudem kümmerten sie die beiden Brüder Y und Z nach bestem Wissen und Gewissen um X. Den Verantwortlichen des Bergrestaurants kann ebenfalls kein strafrechtlich relevantes Fehlverhalten vorgeworfen werden, da sie mehrfach über Lautsprecher auf die Möglichkeit aufmerksam machten, mit dem Pistenfahrzeug ins Tal abzufahren. Auch den Verantwortlichen der Bergbahnen kann kein Vorwurf gemacht werden. Der Unfall ereignete sich ausserhalb der Betriebszeiten sowie abseits der seitlich korrekt markierten Piste.

2.6 Urteil vom 1. Juni 2016 des Bezirksgerichts Visp und Urteil des Kantonsgerichts Wallis vom 8. Januar 2018

2.6.1 Sachverhalt

Am 7. Dezember 2011 herrschten in A schlechte Wetterverhältnisse. Der Pisten- und Rettungschef Y nahm in seinem Büro morgens um 6.45 Uhr eine erste Lawinenbeurteilung vor. Gemäss Lawinenbulletin wurde die Gefahrenstufe erheblich für diesen Tag vorhergesagt. Gegen 7.10 Uhr fuhr Y zusammen mit Z, dem stellvertretenden Rettungschef der Bergbahngesellschaft, und weiteren Mitarbeitern zur Bergstation B, wo erneut eine Wetterbeurteilung vorgenommen wurde. Der stellvertretende Rettungschef Z begab sich alsdann mit anderen Mitarbeitern zu einer installierten Sprengseilbahn oberhalb einer Traverse und sprengte die Ziele Nr. 1 bis Nr. 5. Das Ziel Nr. 6 wurde nicht gesprengt. Da bei den Zielen Nr. 1–5 nur ein geringer Sprengerfolg erzielt wurde, verzichtete er auf eine Sprengung beim Ziel Nr. 6. Per Funk teilte er seinem Vorgesetzten Y mit, dass die Ziele Nr. 1 bis Nr. 5 gesprengt worden seien und kleinere Lawinenniedergänge auslösten, und dass er das Gebiet als sicher erachte. Gegen 9 Uhr gab Y das Gebiet frei, ohne rückzufragen, weshalb das Ziel Nr. 6 nicht gesprengt worden sei.

Um ca. 10.45 Uhr fuhr eine Skilehrerin mit ihrem spanischen Skischüler X ins Skigebiet B, als sich oberhalb der Traverse eine Lawine löste und die beiden erfasste. Die Skilehrerin konnte lebend geborgen werden, das verunfallte Kind verstarb noch am gleichen Tag.

Die Staatsanwalt Oberwallis hat in der Folge ein Strafverfahren gegen den damaligen Pisten- und Rettungschef Y sowie den stellvertretenden Rettungschef Z der Bergbahnen A eröffnet.

Die Sachverhaltsfeststellung gestaltete sich schwierig, weil sich das Unglück bei schlechter Sicht ereignete. Weder den Rettern noch den Untersuchungsbehörden war es möglich, das Anrissgebiet der Lawine zu lokalisieren. In Frage kamen zwei Anrissgebiete. Beim Anrissgebiet 1 hatten die Verantwortlichen mit einem Lawinenabgang aufgrund der konkreten Umstände rechnen müssen, nicht jedoch beim Anrissgebiet 2.

Das Bezirksgericht Visp hat in seinem Urteil vom 1. Juni 2016 sowohl den damaligen Pisten- und Rettungschef Y wie auch den stellvertretenden Rettungschef Z wegen fahrlässiger Tötung und fahrlässiger Störung des öffentlichen Verkehrs schuldig gesprochen. Nachdem der stellvertretende Rettungschef Z gegen das erstinstanzliche Urteil beim Kantonsgericht Wallis Berufung eingelegt hat, hat dieses in seinem Entscheid vom 8. Januar 2018 Z freigesprochen.

2.6.2 Begründung

Das Bezirksgericht folgte in seinem Urteil weitgehend der Ansicht des Gerichtsexperten des SLF. Dieser vertrat die Meinung, dass die Wahrscheinlichkeit, dass die Unfalllawine am 7. Dezember 2011 im Anrissgebiet 1 angebrochen sei, deutlich höher sei als die Wahrscheinlichkeit eines Abgangs im Anrissgebiet 2.

Grundsätzlich bestehe zwar die Möglichkeit, dass eine Lawine im Anrissgebiet 2 ausbreche. Die lawinendynamischen Berechnungen hätten gezeigt, dass eine derartige Lawine aber in der Regel, insbesondere im Falle eher geringer Anrissmächtigkeiten – und von solchen sei im vorliegenden Fall auszugehen – die Traverse nicht erreiche. Es sei zwar vorstellbar, dass eine Lawine aus dem Anrissgebiet 2 weiter bis in den Bereich der Unfallstelle vordringe als seine Berechnungen zeigten, aber nur falls grössere Schneemassen aus der Felswand auf das Anrissgebiet abstürzen. Im zu beurteilenden Fall gebe es kaum Anzeichen, dass dies am Unfalltag hätte der Fall gewesen sein können. Ein Lawinenabgang aus dem Anrissgebiet 2 sei deshalb wenig wahrscheinlich.

Das Gericht erachtete es demnach als erwiesen, dass die Lawine aus dem Anrissgebiet 1 stammt und es hielt fest, eine Sprengung am Ziel Nr. 6 hätte mit grosser Wahrscheinlichkeit die Unfalllawine verhindert, weil damit der Neu- und Triebschnee abgegangen wäre. Im Licht der Tatsache, dass das Anrissgebiet 1 im Bereich des Punktes Nr. 6 deutlich anders sei (grösser, steiler, mehr dem Wind exponiert) als im Bereich des Punktes Nr. 5, könne mit einer Sprengung bei Punkt Nr. 5 das Anrissgebiet 1 nicht hinreichend getestet werden. Das Gericht kommt damit zum Schluss, dass die Unfalllawine nicht abgegangen wäre, wenn der Hang auch mit der Sprengung beim Ziel Nr. 6 gesichert worden wäre.

Gegen das erstinstanzliche Urteil hat der stellvertretende Rettungschef Z Berufung beim Kantonsgericht eingelegt. Das Kantonsgericht bestätigt in seinem Urteil die Aussage der Vorinstanz, dass die damalige Lawinensituation eine Sprengung des Zieles Nr. 6 verlangt hätte und dass die Verantwortlichen der Bergbahnen A AG die Unfallpiste ohne Sprengung des Zieles Nr. 6 nicht hätten öffnen dürfen. Es sei voraussehbar gewesen, dass eine Lawine aus dem Anrissgebiet 1 spontan abgehen und die Piste erreichen könnte.

Das Kantonsgericht hat im Anschluss daran geprüft, wer innerhalb der Seilbahnunternehmung als Garant für den tödlichen Unfall einzustehen hat. Es hielt fest, dass Mitarbeitern eine Garantenstellung nur in Rahmen ihres Aufgabenbereichs zukommt und zwar nur insoweit, als auch die entsprechenden Kompetenzen an sie delegiert worden sind. Y war gemäss Pflichtenheft Leiter des Pisten- und Rettungsdienstes und Z stellvertretender Leiter des Rettungsdienstes. Die Lawinensicherung lag nicht in seinem Aufgabenbereich. Die Freigabe der Piste lag laut Pflichtenheft nicht in der Kompetenz des stellvertretenden Rettungschefs Z, sondern in jener seines Vorgesetzten Y. Der stellvertretende Rettungschef hat seinen Vorgesetzten Y nur über die Sprengresultate orientiert, aber bezüglich Freigabe der Piste keinen Entscheid gefällt.

Z traf zwar die Entscheidung in Bezug auf die Sprengziele, gab jedoch trotz seiner Beurteilung die Piste nicht frei, sondern meldete sein Vorgehen bei den Sprengeinsätzen seinem Vorgesetzten und hat damit den Dienstweg gemäss Pflichtenheft eingehalten. Damit hat der Berufungskläger wohl bei den Sicherungsvorkehrungen mitgewirkt und seinem Vorgesetzten über die Sprengungen und deren Erfolg sowie über seine persönliche Einschätzung der Gefahren- bzw. Sicherheitslage berichtet, ihm also wesentliche Entscheidungsgrundlagen geliefert, selbst aber keinen Entscheid gefällt. Er handelte somit auch faktisch nicht als Organ. Mangels Organstellung ist Z vom Vorwurf der fahrlässigen Tötung freigesprochen worden.

2.7 Entscheid des Kantonsgerichts Wallis vom 7. Dezember 2017

2.7.1 Sachverhalt

Am 12. Februar 2015 unternahm X in Begleitung seiner Frau eine Winterwanderung. Am Vortag wurde X auf einer Internetseite auf diesen Winterwanderweg aufmerksam. Auf einer abschüssigen Stelle des Weges glitt der Beschwerdeführer aus und stürzte zu Boden. Bei diesem Sturz zog er sich eine Verletzung zu (Riss der Quadrizepssehne) und musste von Pisten- und Rettungsdienst mittels Rettungs- und Motorschlitten zunächst zum Arzt und anschliessend ins Spital Visp transportiert werden. Aufgrund der zugezogenen Verletzung musste sich der Beschwerdeführer einer Operation unterziehen und war in der Folge während acht Wochen zu 100 % arbeitsunfähig. X hinterlegte eine Strafanzeige gegen Unbekannt wegen fahrlässiger Körperverletzung gemäss Art. 125 Abs. 1 StGB, u. a. mit der Begründung, die Glätte an abschüssiger Stelle hätte durch einfache Massnahmen wie Holzspäne, Tannenreisig, Splitt, Stufen oder ein Geländer gesichert werden müssen. Wanderstöcke hätten das Ausrutschen und den Sturz nicht zu verhindern vermocht.

Die Staatsanwaltschaft Oberwallis hat das Strafverfahren gegen Unbekannt eingestellt, wogegen X Beschwerde ans Kantonsgericht einreichte. Das Kantonsgericht hat die Beschwerde abgewiesen.

2.7.2 Begründung

Unbestritten war, dass der Unfall sich auf einer Wegpassage ereignete, wo sich rutschige Stellen befanden. Bergbahn- und Skiliftunternehmen, welche Winterwanderwege erstellen und markieren, sind verpflichtet, die zur Gefahrenabwehr zumutbaren Vorsichts- und Schutzmassnahmen vorzukehren, wenn sie diese für die Begehung öffnen. Betriebsintern war der Chef des Pisten- und Rettungsdienstes für den Betrieb und Unterhalt zuständig. Dieser gab an, dass der Start- und Endpunkt der Wanderung mit pinkfarbenen Wanderwegstöcken beschildert und die Streckenführung entlang des gesamten Winterwanderweges mit Holzpfosten signalisiert sei. Auf der Winter-Panoramakarte werde er violett gekennzeichnet. Die Wanderer würden während des Winters mittels eines bei den Kassen der Bergbahnen öffentlich angeschlagenen Plakats «Winterwanderwege» darauf hingewiesen, dass zum Begehen der Winterwanderwege gutes Schuhwerk und Wander- sowie Skistöcke empfohlen werden.

Zum Zeitpunkt des Unfallgeschehens bestand betreffend diesen Winterweg keine grosse atypische Gefahrenlage. Eine Sperrung wäre unverhältnismässig gewesen. Der Winterwanderweg genügte den Sicherheitsanforderungen, die unter den lokalen Gegebenheiten erwartet werden konnten. Auf der Internetseite wurde der Schwierigkeitsgrad des Winterwanderweges als «mittel» angegeben. Gefahren, die einer Winterwanderung eigen sind, trägt der Wegbenützer selber. Zu den dem «Winterwandern» inhärenten Gefahren gehört auch das Risiko, bei rutschigen oder vereisten Wegpassagen die Kontrolle zu verlieren und zu stürzen. Dass Wegpassagen aufgrund der Witterungsverhältnisse – trotz erfolgter Präparierung mittels eines Pistenfahrzeugs – teilweise rutschige oder vereiste Stellen aufweisen können, ist nicht aussergewöhnlich und darf grundsätzlich nicht zu einer Verschärfung der Pistensicherungspflicht führen. Die Pistensicherungspflicht besteht nur im Rahmen des Erforderlichen und Zumutbaren.